

« Union populaire ! Union populaire ! »

Adrien Duquenoy

Plus de 4 000 participants tournés vers la volonté de combat, dont plus de 500 jeunes, venus de tout le pays pour conforter leur organisation politique sur son axe de rupture... 150 conférences, ateliers et formations, avec plus de 350 intervenants dont des députés, des syndicalistes, des militants associatifs ou représentants de collectifs, des universitaires... et nombre de militants du POI tout naturellement présents avec leurs camarades des groupes d'action... Incontestablement, les Amfis qui viennent de se tenir du 23 au 27 août dans la Drôme représente un succès considérable pour La France insoumise, succès qu'aucune autre organisation politique n'est en situation de pouvoir réaliser et un point d'appui significatif pour le combat.

Et ce, malgré toutes les pressions. Malgré toutes les attaques contre la France insoumise dénoncée par le gouvernement comme en dehors de « l'arc républicain », malgré les attaques en règle contre le rappeur Médine, engagé de longue date contre les violences policières et invités aux Amfis, aux côtés de beaucoup



d'autres... Au centre des attaques : l'orientation de rupture portée par LFI et qui a recueilli 22% à la dernière présidentielle avant d'imposer la Nupes... un axe de rupture autour duquel la population qui exige d'en finir avec la violence d'Etat pourrait bien s'agréger et menacer tout l'édifice.

Ces Amfis l'ont démontré : LFI entend conserver son axe de rupture. Que ce

soit dans les interventions de la direction de l'organisation lors des différentes conférences et meetings, comme le démontre sa détermination à faire à juste titre de la marche du 23 septembre contre la répression d'Etat une question centrale. Ou que ce soit par la participation des militants lors des échanges ; cherchant à préciser telle ou telle question, cherchant à appuyer tout ce qui permet

de concrètement avancer pour en finir avec la politique en cours... et cherchant pour cela à refuser tout ce qui exige de La France insoumise de se policer pour gagner en « respectabilité »...

De manière significative, une des conférences s'intitulait La Gauche doit-elle s'assagir ? Et pour cause, dans les jours qui précédaient l'événement, des dirigeants du PS, du PC

et des Verts multipliaient les attaques contre LFI, jugée trop radicale à leur goût. C'est d'ailleurs dans ce cadre que s'est inscrit la discussion sur les européennes qui a traversé les Amfis. Dire que les européennes motivent les foules serait évidemment un mensonge. Là n'est pas vraiment le sujet. Et nombre de militants et responsables l'ont d'ailleurs exprimé lors de leurs interventions. La réalité, c'est qu'à travers ce débat sur la « radicalité », c'est une question majeure qui s'est exprimée : l'unité la plus large... mais sur quel contenu ?

Outre le succès des Amfis et l'état d'esprit des militants totalement orientés vers le combat... Le meeting final a confirmé la détermination de l'organisation à poursuivre le combat, à ne rien lâcher...

« La république est en danger. Il faut défendre la république et c'est pourquoi nous marcherons le 23 septembre (...) Nous posons avec cette marche des prémisses essentielles à la stratégie de l'Union Populaire que nous poursuivons. Oui le pays aspire à l'Unité populaire pour résister aux politiques de malheur que crée Emmanuel Macron » y a notamment lancé Mathilde Panot. « Union populaire ! Union populaire ! » n'ont eu de cesse de scander les militants tout au long de ces Amfis. ■

« Pour résister aux politiques de malheur que crée Emmanuel Macron »

Intervention de **Mathilde Panot**, au meeting de clôture des Amfis 2023



Mathilde Panot, au meeting de clôture des Amfis, le 27 août à Valence.

Quel plaisir de vous retrouver encore cette année dans la joie, dans la détermination mais aussi dans la conscience de la gravité du moment. Nous avons senti la canicule qui a frappé nos corps, nous sentons la vie chère qui étrangle des millions de familles dans ce pays, les salaires qui stagnent et même qui baissent.

Nous sentons toute la violence de ce pouvoir. Et un fait devrait attirer l'attention du pays tout entier dans cette rentrée chaotique, nous apprenons que la mortalité infantile des tout petits enfants a augmenté significativement dans notre pays depuis 2015. La mortalité infantile en France a dépassé la moyenne européenne.

Nous étions le cinquième pays de l'OCDE en 1980 avec la mortalité infantile la plus basse. Aujourd'hui nous avons été rétrogradés à la 20^e place derrière la Grèce, la République tchèque ou encore la Lituanie. Pour comprendre l'ampleur du désastre il faut comprendre que l'Organisation mondiale de la santé considère que la mortalité infantile est un des indicateurs les plus fiables pour connaître le niveau de développement et de bien-être d'un pays. En 2021 en France, 2 700 enfants sont morts avant leur premier anniversaire. Et que dit l'Organisation mondiale de la santé ? Que le premier facteur sur la mortalité

infantile c'est d'abord le niveau des inégalités. Vous avez aujourd'hui un président de la République, Emmanuel Macron, qui organise la mondialisation du pays (...)

Le président de la République a fait un entretien de 15 pages que personne n'a lu ou presque dans le pays et on se demande ce qu'il dit sur cette question et bien la réponse est simple : rien rien de rien (...) mais alors par contre dans cette interview il écrit "j'ai parlé de décivilisation il y a quelques mois, c'est bien cela que nous avons vu. Il faut donc s'atteler à reciviliser" (...). Jamais, entendez-vous bien, nous ne parlerons de recivilisation de la société parce que utiliser les mots de l'extrême droite c'est adopter sa vision du monde, parce que utiliser les mots de l'extrême droite c'est se préparer à gouverner comme elle le ferait. (...)

La république est en danger il faut défendre la république et c'est pourquoi nous marcherons avec toutes les Françaises et les Français qui le souhaitent le 23 septembre, attachés à la justice sociale, attachés aux libertés publiques et qui refusent les violences policières et le racisme systémique dans la police.

(...) Nous marcherons contre l'unité de leur monde car la casse des services publics, la casse des droits des travailleurs et des chômeurs est elle aussi un danger pour la république.

Nous posons avec cette marche des prémisses essentielles à la stratégie de l'Union Populaire que nous poursuivons. Oui le pays aspire à l'Unité populaire pour résister aux politiques de malheur que crée Emmanuel Macron (...). ■

« C'est pourquoi nous marcherons le 23 septembre »

« Il n'y a que par la lutte qu'on obtiendra des victoires »

Interview d'**Éléonore Schmitt**, porte-parole de l'Union étudiante (syndicat étudiant)



Éléonore Schmitt avec Jérôme Legavre, député LFI-Nupes, en conférence aux Amfis 2023.

Tu as participé à une conférence sur la précarité étudiante aux Amfis et tu as terminé ton intervention en disant que c'est par le combat que le problème allait être réglé, qu'entendais-tu par là ?

Éléonore Schmitt : On considère que quel que soit le milieu social dont on vient, quelles que soient nos origines, on peut accéder à la filière de son choix, on peut obtenir le diplôme de son choix. C'est l'inverse de ce qu'Emmanuel Macron impose à la jeunesse, c'est donc un combat de tous les instants et notre combat est sur deux plans.

Premièrement, il est institutionnel avec, par exemple, Mon Master où nous avons été les seuls avec l'Union Étudiante à s'opposer à cette plateforme partout où nous siégeons. Deuxièmement, nous nous battons sur le terrain. Comme par exemple à Montpellier, où depuis plusieurs mois nous accompagnons les étudiants sans inscription. Justement quand je disais dans la conférence, qu'il n'y a que par la lutte qu'on obtiendra des victoires, là il n'y a que par le rapport de force qu'on arrive à obtenir des

inscriptions dans les universités. Il y a maintenant une mobilisation qui se prépare à la rentrée le 19 septembre posée par des syndicats étudiants dont l'Union Étudiante qui propose une grande journée de mobilisation nationale contre la sélection, montrer que ce n'est pas seulement un problème local mais national en faisant une journée coordonnée dans tout le pays.

L'Union étudiante est également signataire de l'appel du 23 septembre contre les violences policières d'Etat...

On a à cœur de pouvoir faire le lien en tant qu'organisation de jeunesse avec la jeunesse qui s'est révoltée suite au meurtre de Nahel c'est important d'être dans la rue avec elle pour porter ces luttes en commun parce que ça nous concerne directement et puis on a vu surtout ces derniers mois avec la réforme des retraites, les manifestations spontanées, les révoltes urbaines, des violences policières de plus en plus fortes et de plus en plus impunies.

Par contre, il y a une incapacité de la gauche traditionnelle à comprendre ce qu'il se passe quand on voit que certaines organisations n'ont pas souhaité signer cet appel.

Il est clair que la menace de l'extrême-droite au pouvoir ce n'est pas seulement Marine Le Pen c'est déjà très concret actuellement, rien qu'au niveau du maintien de l'ordre et aussi le projet de loi immigration qui passe à l'Assemblée, il y a donc de nombreux sujets sur lequel il faut qu'on se batte et nous, on pense qu'en tant qu'organisation de jeunesse nous devons pouvoir structurer la jeunesse scolarisée qui a un important potentiel révolutionnaire. ■

« Il n'y a pas de compromis possible avec un pouvoir qui brutalise son peuple » (Manuel Bompard)



Manuel Bompard.

Dans la conférence « La Gauche doit-elle s'assagir pour gagner ? »
« Les problèmes qui sont en face de nous, sont des problèmes radicaux (...) Face à l'importance de la crise climatique [...] la réponse est nécessairement une réponse radicale, face à l'importance de la crise démocratique d'aujourd'hui, élection après élection, augmentation des taux d'abstention, si vous voulez répondre

à une colère radicale vous devez y apporter une réponse radicale. »
Et lors du meeting de clôture
« Il n'y a pas de compromis possible avec un pouvoir qui brutalise son peuple. Il n'y a pas de compromis possible avec un pouvoir qui criminalise ses opposants. (...) L'heure pour nous est à la lutte. L'heure pour nous est à l'action (...) dans la rue dès le 23 septembre pour toutes les justices. »

« On est dans un régime de l'arbitraire complet et donc ça s'appelle un Etat policier »

Extraits de l'intervention de **Claire Dujardin**, présidente du Syndicat des Avocats de France (SAF) dans la conférence « Répression des mouvements sociaux : la France est-elle toujours une démocratie ? »

Il y avait déjà en fait les prémices d'une répression forte mais pour autant ce qu'on peut constater aujourd'hui c'est une accumulation, une systématisation d'un arsenal législatif, d'une pratique et d'un discours emprunt des idées d'extrême droite. Une politique à l'encontre de toute une série d'opposants, et ils ne s'en cachent pas en indiquant que tous ceux qui sont contre eux ne font pas partie de l'arc républicain et feront l'objet d'une répression extrêmement importante.
(...) On a le projet de loi de justice en ce moment qui est en cours de débat, (...) on a des dispositions de modifications du code de procédure pénale pour donner plus de pouvoir aux policiers, pour donner plus de pouvoir au parquet alors même qu'il n'y a aucune réforme d'ampleur de la procédure pénale pour donner des droits à la défense et pour permettre un équilibre des rapports de force au sein de la justice. (...) Vous avez les perquisitions qui vont pouvoir se faire maintenant de nuit et toute une série comme ça de dispositions. (...) Macron dans son interview dans *Le Point* nous dit : nous continuerons à être intraitable et d'ailleurs nous allons construire des prisons parce que l'unique moyen c'est la répression. (...)
On a une utilisation de plus en plus fréquente des lois d'exception et notamment les lois antiterroristes

qui s'appliquent à la délinquance de droit commun et vous avez dû toutes et tous voir ou entendre ou subir des interpellations, des perquisitions, l'utilisation des services antiterroriste pour poursuivre des militants écologistes, le fichage, le contrôle et la judiciarisation des services de renseignements. C'est-à-dire que vous êtes interpellés pour vous pour faire peur, pour ficher, pour menacer et aussi pour faire du renseignement. (...) On a aussi une systématisation de l'usage d'outils de répression violent (...), on ne peut plus faire une seule manifestation désormais sans qu'il y ait des violences policières, sans qu'il y ait des nasses, sans qu'il y ait l'usage d'armes qui mutilent, qui blessent et qui tuent, et sans des arrêtés préfectoraux pour interdire les manifestations pour ensuite pouvoir réprimer plus facilement. On a bien évidemment une volonté de museler et d'interdire toute forme d'opposition, à la fois politique mais aussi au niveau de la société civile et des associations. On a quand même une loi séparatisme qui a fait des dégâts colossaux puisque de nombreuses associations sont obligées de fermer parce qu'elles manquent de subventions. Il y a des fermetures de lieux de culte. Il y a des dissolutions et la liberté d'expression qui est particulièrement attaquée.
(...) En fait on est dans un régime de l'arbitraire complet et donc ça s'appelle un Etat policier.

« La manifestation du 23 septembre : une étape importante du combat contre Macron et les institutions de la V^e République »

Extraits de l'intervention de **Méline Sauger**, membre du comité de rédaction d'*Informations ouvrières*, lors de la conférence « La V^e République, aux origines du mal ».



Méline Sauger lors de la conférence aux côtés de Raquel Garrido, député LFI-Nupes et Lauréline Fontaine, professeure de droit public, aux Amfis 2023.

S'il est parvenu à publier sa loi scélérate sur les retraites, Macron n'a pour autant pas réussi à écraser les organisations syndicales comme il l'aurait souhaité. Intégrer les organisations syndicales et réaliser le corporatisme, c'est l'un des buts de la V^e République depuis son origine. La lutte des classes s'en est mêlée et a cassé ces tentatives. Fragilisé et bousculé, Macron s'en remet à la répression d'Etat. Ces dernières semaines, on a assisté à la fuite en avant du monarque minoritaire sous la pression de la lutte des classes intense développée contre son projet destructeur sur les retraites. Après la mort de Nahel, on a assisté à un

déferlement répressif. Les violences policières ordonnées par l'Etat ont atteint leur summum. Elles s'inscrivent dans la continuité de ce que nous avons pu voir contre les Gilets jaunes mais aussi les militants syndicalistes ou les militants écologistes récemment.
On a tous en mémoire la terrible vidéo du jeune Hedi témoignant de ce qui lui est arrivé début juillet à Marseille : le crâne touché par un tir de LBD, passé à tabac par les policiers puis abandonné dans la rue, inconscient. Suite la mise en détention d'un des policiers incriminés, deux des plus hauts chefs de la police se livraient à une intimidation envers le corps des magistrats avec le concours de Dar-

manin qui supervisait l'opération (...) La marque d'un régime privé d'assise politique déchaînant sa rage répressive et cherchant dans l'incitation aux haines racistes, un expédient pour diviser un peuple qui lui est hostile (...)
Oui il faut abroger la V^e République et vite ! Place à la Constituante ! (...) Dans sa conférence, Jean-Luc Mélenchon a parlé de l'appel à manifester le 23 septembre contre les violences policières, pour la défense des libertés, de la démocratie. Il faut en être. Je ne vous dis pas que cela suffira à faire tomber la V^e République mais c'est une étape importante du combat contre Macron et donc contre les institutions. ■



Pendant 4 jours précédant les Amfis, 550 jeunes se sont réunis pour discuter, échanger et s'organiser pour la rentrée. Toute la discussion qui a traversé ces journées jeunes a mis au centre le refus de la précarité étudiante et de la sélection, donc de la rupture avec Macron et de la nécessité de s'organiser. Fait marquant : la majorité des jeunes présents sont restés ensuite pour les Amfis.

Aux Amfis, des débats

Un cessez-le-feu ou des livraisons d'armes ?

Les Amfis organisés près de Valence du 23 au 27 août ont réunis 4 000 participants venus de toute la France. Une force animée d'une volonté de combat et de rupture s'est exprimée durant les dizaines de conférences et d'ateliers et qui se sont conclus notamment par la décision d'engager toutes les forces de La France insoumise dans la préparation de la marche du 23 septembre contre la répression policière contre la casse sociale engagée par le gouvernement Macron et appelée par une centaine d'organisations comme nous l'avons rapporté dans notre précédent numéro. Cette semaine nous rendons compte des débats dans quelques conférences et ateliers.

Jérôme Legavre, député LFI, est intervenu lors de la conférence « De la fin de la guerre froide à la guerre en Ukraine : origines et conséquences de la crise des relations internationales », le 26 août aux Amfis de la LFI. Cette conférence était animée par Gilbert Achca, spécialiste des relations internationales et Arnaud Le Gall, député LFI.

« La guerre devrait durer. Vous avez bien établi dans vos interventions respectives le rôle de l'Otan, de l'impérialisme américain et de ses supplétifs dans l'engrenage militaire et guerrier et leur responsabilité dans la situation à laquelle on est confrontés aujourd'hui. Au Parlement on ne discute jamais de ces questions-là.

On a juste eu l'occasion une fois de débattre pendant une heure d'une résolution qui était présentée par les macronistes sur la guerre en Ukraine. Je suis très content que LFI se soit abstenue. Moi j'ai voté contre, je suis juste allé un peu plus loin mais je sais qu'on est d'accord sur le fond. Cette résolution contenait un tas de saloperies : il fallait renforcer la place

de la France dans l'Otan et il fallait livrer toujours plus d'armes. Arnaud tu as dit « il faut continuer à aider l'Ukraine » mais concrètement ça veut dire quoi ?

S'il s'agit de livrer toujours plus d'armes, très franchement je m'interroge. Il y a quelques mois, Macron nous expliquait qu'il n'était pas question d'aller au-delà d'un certain stade parce que sinon la France deviendrait « cobelligérante ».

Al'époque on livrait des canons Caesar et c'était déjà beaucoup, aujourd'hui on en est rendu au stade où on livre des missiles !

« Quelle confiance peut-on accorder à ceux-là mêmes qui alimentent, qui provoquent, qui entretiennent les conflits ? »

Puis il y a une question qui est posée. Gilbert tu as exposé la nature du régime de Poutine en établissant nettement qu'il s'agit d'oligarques mafieux qui sont des prédateurs et des pillards. Mais *quid* du régime de Zelenski ? Parce que c'est à un régime, à un Etat, qu'on livre ces armes. Zelenski est lui-même l'héritier de ces oligarques, il est

tout aussi corrompu, tout aussi mafieux. Il a profité de la guerre pour détruire le peu qu'il restait du Code du travail en Ukraine. Et la situation des opposants en Ukraine n'est pas non plus très enviable. C'est à ces gens-là qu'on livre des armes.



Jérôme Legavre, lors des débats à l'une des conférences des Amfis.

Vidéo Mathieu Marion

Je terminerai par une question : après tout ce qui a été dit sur l'Otan, quelle confiance peut-on accorder à ceux-là mêmes qui alimentent, qui provoquent, qui entretiennent les conflits ? Et je mets dans le même lot et Poutine – qui est le premier responsable de la guerre en Ukraine puisque c'est lui qui l'envahit – et l'Otan.

L'Otan défenseur de la paix, de la démocratie, de la liberté et de la sou-

veraineté des peuples ? J'ai beaucoup de mal à l'avalier...

Concrètement comment on aide l'Ukraine ?

Je vois mal comment en s'en remettant à ceux-là mêmes qui entretiennent la guerre on peut le faire et c'est la raison pour laquelle je suis favorable au fait qu'on se mobilise pour exiger un cessez-le-feu. »

Une discussion sur l'état du capitalisme

Nous avons assisté à une conférence aux Amfis intitulée « Le capitalisme selon Marx », animée par Cédric Durand, économiste, titulaire de la chaire d'économie de l'institut La Boétie.

Correspondants

L'économiste a apporté une analyse claire et synthétique du Capital. Le nombre important de participants montre l'attente et l'envie des militants de se former sur des ouvrages théoriques du marxisme. Avec un souci de rendre son exposé didactique, Cédric Durand a présenté l'ouvrage et la pensée de Marx. L'exposé présentait également les limites de ce système et la « nécessité » de passer à un autre système. A ce moment du débat, plusieurs questions dans la salle portaient sur la manière dont on pouvait passer à un autre système, sur les clefs que donne Marx, avec Engels notamment, sur l'organisation et la révolution comme moyen de mettre à bas le capitalisme. Une question a également été posée sur les forces pro-

ductives qui ont cessé de croître, comme l'expliquait Trotsky. Les destructions à l'œuvre en ce moment en Ukraine ou en Syrie, l'illustrent clairement.

Cédric Durand était très nuancé dans sa réponse sur les forces productives. Selon lui, il y a une croissance de ces forces après 1945 et aujourd'hui, la richesse numérique, comme les données par exemple, peut être considérée comme une force croissante. Ce que nous pouvons interroger. Peut-on dire que le système capitaliste croît encore ? Que la guerre ne joue pas son rôle de destruction des forces productives ?

De même, Cédric Durand ne répond pas clairement sur l'organisation et la révolution. L'analyse économique qu'il apporte est nécessaire, mais dans cette conférence des Amfis comme dans beaucoup d'autres, les militants cherchent à se regrouper, à s'organiser sur une orientation de rupture, et à construire les forces pour mettre en échec la politique du gouvernement, qui est une politique capitaliste. ■

GRÈVE DES RETRAITES :

« Qu'est-ce qui a manqué pour gagner ? »

François Charles

Dans les Amfis d'été LFI, parmi les nombreux ateliers et conférences, une discussion sur la grève générale a eu lieu le vendredi 25 août en présence d'Olivier Mateu secrétaire général CGT 13, Carlotta Benvegnù sociologue du travail et David Gaborieau sociologue du travail. L'espace Louise-Félicité-de-Kéralio s'est vite rempli avec des présents assis par terre, debout et très attentifs.

Ce débat se tenait juste après le long conflit contre la réforme des retraites et tous les participants étaient là pour tirer les leçons de ces mois de mobilisation et surtout pour discuter de « ce qui avait manqué... » pour gagner.

DES LEÇONS À TIRER

Suite aux introductions des deux sociologues du travail sur les questions de stratégie de grève à l'ère du système capitaliste à développé « l'économie de la logistique », Olivier Mateu a pris la parole pour apporter son témoignage et son expérience sur ces questions de stratégie et surtout donner son appréciation sur le conflit des retraites.

Il a notamment expliqué la difficulté « à pouvoir mobiliser tous les secteurs en même temps... et l'énergie qu'il fallait pour les coordonner (...) dans

les leçons à tirer, et devant la violence du pouvoir contre les syndicalistes, il faut revenir au syndicalisme de terrain... je n'ai pas de solution miracle, il faut réfléchir, ce dont je suis sûr c'est que je ne marcherai jamais avec le syndicalisme d'accompagnement ».

UN ÉCHANGE ENTRE MILITANTS SYNDICALISTES

Parmi les nombreux intervenants, René Sale, militant syndicaliste dans les Bouches-du-Rhône a pris la parole en saluant Olivier Mateu qui l'avait apostrophé amicalement dans sa prise

de parole. Ce débat s'inscrit dans la foulée de la formidable mobilisation contre la « contre-réforme » des retraites, alors « ne faut-il pas s'interroger sur ce qui a manqué pour gagner ? (...)

Je suis d'accord avec Olivier lorsqu'il dit qu'il faut revenir au syndicalisme d'origine, c'est-à-dire, pour moi, discuter partout de la tenue des assemblées générales pour décider de la grève sur la revendication qui établit le mandat (...). Oui la grève générale ne se décrète pas (...) mais la stratégie de l'intersyndicale à proposer des journées d'actions espacées dans les

temps les unes des autres correspondait-elle à la formidable détermination des millions et des millions qui ont manifesté ? (...) Ces questions sont importantes pour la suite car elles permettront de dépasser les prés carrés des uns et des autres qui polluent l'engagement et de dégager véritablement toutes les conditions pour aller à la grève générale. Rappelons-nous en 2019 le conflit de la RATP qui a duré plusieurs semaines n'a pas eu le soutien unitaire des confédérations ! ».

Cette discussion est nécessaire et on peut se féliciter de l'avoir eue entre camarades dans le cadre de ces Amfis. ■



entre insoumis

Aménager ou en finir avec la V^e République ?

Extraits du débat de la conférence « La V^e République, aux origines du mal », animée par Raquel Garrido, députée LFI, Laureline Fontaine, professeure de droit public et Mélinda Sauger, membre du comité de rédaction d'Informations ouvrières. Après les prises de parole des intervenants, des militants prennent la parole pour réagir.

Une militante du GA d'Aubagne : « Vous avez parlé de ronger l'os pour définir votre démarche pour aller vers la VI^e République. J'ai peut-être mal compris et je l'espère d'ailleurs mais j'ai compris que vous souhaitiez réformer la V^e pour en faire une VI^e. Pour moi l'idée, c'est plutôt, on prend la V^e, on la jette et on repart de zéro. A la limite, on repart plutôt de la constitution de 1793, tant qu'à faire. Ou tout du moins on s'appuie sur celle-ci... »

Un militant du GA quartiers latins à Paris, avocat, membre du SAF : « Oui, il faut que la loi soit claire et intelligible par tous. Je repense à une citation de l'époque révolutionnaire qui disait à propos d'un rédacteur du projet de Code civil : « *Peu de lois suffisent aux hommes honnêtes. Il n'en est jamais assez pour les méchants. Et quand la science des lois devient un dédale où le plus habile se perd, c'est le méchant qui triomphe avec les armes de la justice* ». Cela m'amène à soulever une contradiction dans ce qui a été dit. Vous avez évoqué les principes du constitutionnalisme au XVIII^e siècle tels qu'ils sont enseignés en première année de droit. A savoir que ce mouvement avait pour objectif de limiter le pouvoir des gouvernants. « *Le pouvoir doit arrêter le pouvoir* » comme le disait Montesquieu. En réalité, une constitution n'existe pas en dehors de l'utilisation qu'on en fait et de l'objectif qui est le sien. Comme le rappelait Mélinda, la constitution de la V^e République n'a pas été rédigée par une assemblée constituante populaire mais par un groupe d'hommes qui ont décidé en quelques mois d'établir cette consti-



Lors de la conférence « La V^e République, aux origines du mal », le 27 août.

tution et de la faire passer en force en 1958, à l'image de ce qu'avait fait Napoléon avec le Code civil. La Constitution de la V^e République, à l'opposé des principes des constitutionnalistes, est utilisée pour accroître le pouvoir d'un seul homme, un homme qui, comme le disait Raquel, a réussi à faire passer en force la réforme des retraites contre 94 % de la population. Une réforme vomie par la population et qui l'est encore aujourd'hui. Dans cette situation-là, avec les célèbres articles 49.3, 16, l'état d'urgence, comment peut-on considérer que la Constitution de la V^e République s'inscrit encore dans le mouvement constitutionnaliste alors qu'elle permet à un seul homme de s'inscrire dans la continuité de l'ancien régime ? »

Mélinda Sauger : « Plusieurs choses me viennent quand j'entends la discussion. Il y a une évidence, c'est que la constitution de la V^e République n'a jamais été acceptée. Cette constitution s'impose à nous. Pendant les grèves de 1968, un des mots d'ordre était déjà : « *1958-1968 : 10 ans ça suffit* ». Donc il n'y a pas d'acceptabilité, elle nous a été imposée par un coup de force comme je l'ai dit tout à l'heure. Une constitution, je pense que c'est le résultat d'un rapport de force à un moment donné, de la lutte de classe entre la bourgeoisie et la

classe ouvrière. Il y a un conflit qui donne un résultat, et le texte de la constitution le sanctuarise. Comme en 1789 ou en 1793 par exemple. Donc moi je ne suis pas persuadée qu'une constitution puisse arbitrer l'opposition de classe. Particulièrement aujourd'hui, dans la période dans laquelle nous sommes et que je décrivais : les coups de force de Macron, la répression, les violences d'Etat et plus généralement, la crise du système capitaliste au plan mondial. On est dans une situation difficile donc, là-haut, on ne va rien nous donner, il va falloir aller le chercher, on l'a bien vu sur les retraites. Ça ne va pas être simple. La question, c'est comment on fait pour imposer à la classe bourgeoise – qui elle dispose des institutions à son service, celles de la V^e République – une constitution qui permette déjà dans un premier temps la satisfaction des besoins du plus grand nombre. Dans sa conférence sur la constitution de 1793, Jean-Marc Schiappa citait l'objectif que se fixait la constitution de 1793 « *le but de la société c'est le bonheur commun* ». Dans la constitution de la V^e République, rien de tel évidemment, les objectifs ne sont pas écrits même si on les connaît ! Ceux qui rédigent la constitution intègrent

le préambule de 1946 sur les droits sociaux et les libertés fondamentales mais ils n'en croient pas un mot ! Quand Mitterrand arrive au pouvoir en 1981, il y a deux ans pendant lesquels les mesures sociales sont prises. Mais ensuite c'est le tournant de la rigueur. Pourquoi ? Parce qu'il s'est accommodé des institutions, il est resté dans le cadre des institutions, il n'y a pas eu la volonté d'en finir avec la V^e République. Donc cela pose bien

« Je ne suis pas persuadée qu'une constitution puisse arbitrer l'opposition de classe. »

la question de la construction de la mobilisation, du rapport de force, de se déployer, d'aller voir les abstentionnistes comme disait Raquel. Je me souviens d'un tract qu'on avait sorti (La France insoumise) pendant la bagarre des retraites qui était très bien fichu car il reliait les retraites, la perspective de la VI^e République et la bataille contre la vie chère. Ce tract était court, simple, très accessible et reliait tout, à l'image de ce qu'on voyait sur les pancartes dans les manifestations contre la réforme des retraites. C'est le rôle de La France insoumise d'aider à ça, de conforter, pour construire le rapport de force sur le terrain de la mobilisation pour la diriger vers le pouvoir. C'est bien cette question-là qui est posée à mon avis. ■

La défense des forêts nécessite de se mobiliser

Alain Roques, syndicaliste Inrae, chercheur en écologie, militant LFI-POI

La volonté de maintenir cette orientation de rupture a traversé tous les ateliers et conférences, comme la conférence « *Forêts : stopper le massacre des écosystèmes* » organisé par le groupe LFI Forêts avec une tribune composée de syndicalistes de l'ONF, d'associations de défense des forêts, d'élus locaux et de la députée LFI Catherine Couurier.

Salle pleine, avec près de 100 participants en relation directe avec l'exigence de sauver ce bien commun que sont les forêts, en particulier dans une situation de changement climatique accéléré, face à la politique destructrice du gouvernement Macron qui se matérialise entre autres par une multiplication de coupes rases pour implanter des zones industrielles, des parcs éoliens ou des champs photovoltaïques. Une proposition de monter un projet de loi « *transpartisan* », donc avec des députés macronistes et en rabaisant volontairement les revendications, a fait un flop. A l'inverse, de nombreux intervenants ont affirmé la nécessité de mobiliser sur une politique radicalement différente, incluant l'interdiction des coupes rases, l'arrêt des plantations monospécifiques dont on a vu les conséquences dans les récents méga-feux et les mortalités dues aux pathogènes, et surtout de stopper le démantèlement de l'ONF en rétablissant toutes ses prérogatives en matière de gestion forestière et les emplois de fonctionnaires correspondants. Pour l'illustrer, le groupe LFI Forêts a mis à disposition une carte des nombreuses luttes en défense des forêts qui se déroulent dans toute la France. ■

« La laïcité ce n'est pas une restriction des libertés par la police du vêtement »

Les Jeunes insoumis d'Amiens le 4 septembre

« **L**a laïcité ce n'est pas une restriction des libertés par la police du vêtement, la laïcité c'est l'émancipation par la liberté de conscience.

Les jeunes insoumis-es amiénois condamnent la décision du ministre de l'Education nationale Gabriel Attal de faire le choix politique de privilégier lors de cette rentrée scolaire la mise en place dans nos écoles de la police du vêtement.

La décision d'interdire le vêtement culturel qu'est l'abaya n'a rien à voir avec la laïcité, cette décision est une décision rétrograde et stigmatisante pour de nombreux élèves à qui l'on enlève la première des libertés qui est celle de disposer de son corps librement à travers la façon de s'habiller.

Cette décision engendrera la pratique des contrôles au faciès, ainsi, une cheffe

d'établissement parisien disait il y a quelques jour : « *On regarde un ou une élève, à partir du moment où on peut deviner quelle est sa religion et bien c'est clair* ».

« ACCUEILLIS, MAIS PAS EN CLASSE »

A Amiens, le préfet a déjà annoncé que « *les élèves seront accueillis mais pas en classe* » créant dès lors plusieurs catégories d'élèves et réservant l'accès à l'éducation selon leur apparence physique. Nous dénonçons cette décision qui s'inscrit dans le cadre d'une obsession toujours plus poussée d'une partie importante de la classe politique nationale et de leurs relais dans les médias vis-à-vis des personnes de confession musulmane.

Cette obsession permet également de ne pas parler d'autres problèmes de

cette rentrée qui sont : l'augmentation du coût des fournitures scolaires de 11,3 %, le manque de professeurs, l'augmentation du coût de la vie étudiante de 5,24 % à Amiens, la sélection à l'université, le manque de 3 000 professeurs pour cette rentrée, le remplacement de professeurs par des modules numériques. C'est dans ce contexte que nous proposons la gratuité totale de l'école et de l'université, une allocation d'autonomie (revenu étudiant) de 1 102 euros par mois, le retour du repas Crous à 1 euro pour toutes et tous, la suppression de ParcoursSup et l'ouverture de places dans nos universités.

Pour nous, Jeunes insoumis.es, la laïcité ce n'est pas la réduction de nos libertés mais au contraire en acquérir de nouvelles. ■



Manuel Bompard, Mathilde Panot et Adrien Quatennens près du stand LFI à la braderie de Lille, le 2 septembre